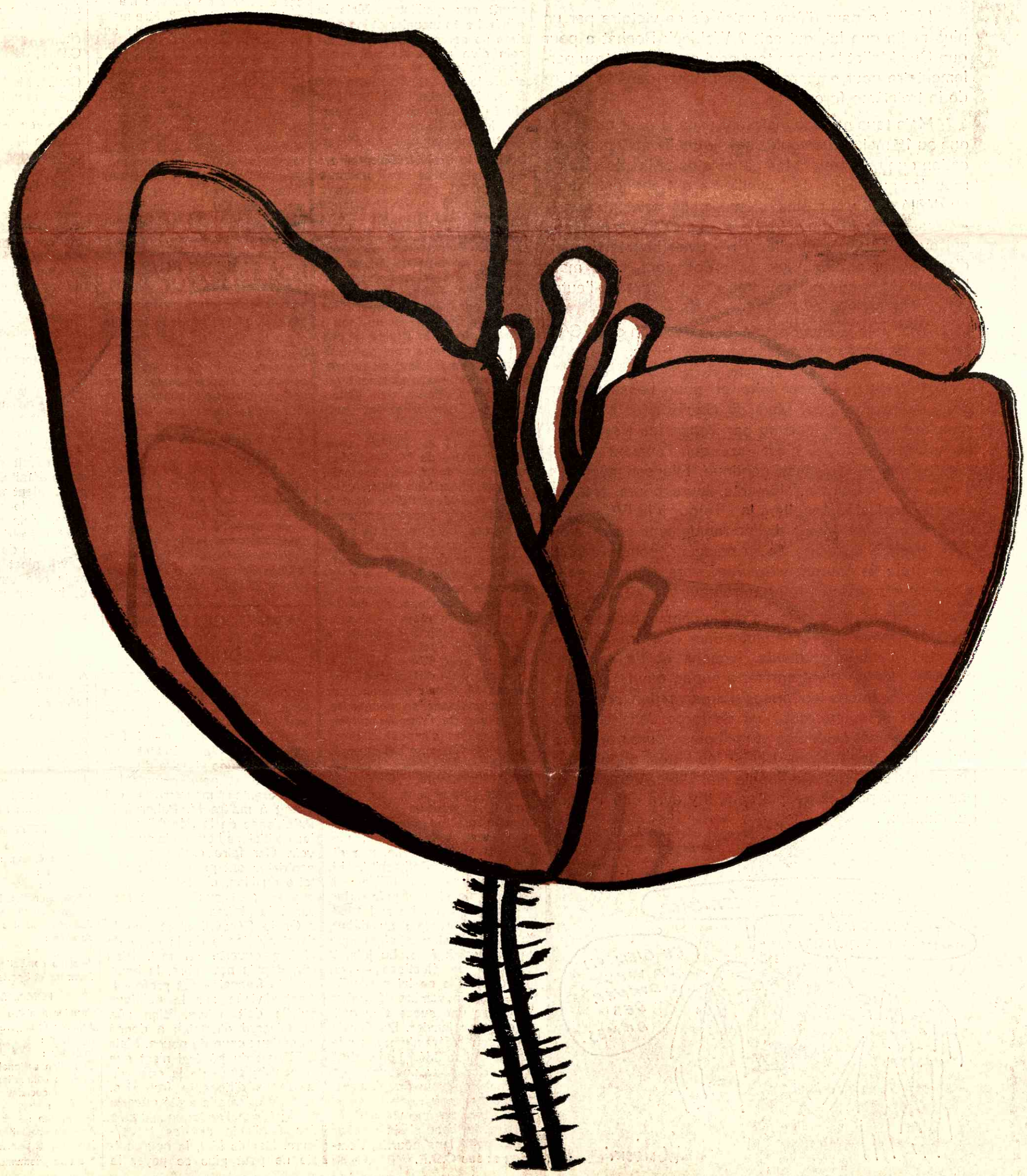
# ACTION

N° 41 ● VENDREDI 2 MAI 1969 ● PRIX : 1 FRANC ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5e. Tél. 633-76-61 et 633-26-67

# 1er mai : tous ont peur du peuple



# de Gaulle est mort en mai 68

Essayons de voir clair dans ce qui se passe.

1° De Gaulle est mort en mai. Ce ne sont ni les non de droite ni les non de gauche qui ont tué de Gaulle, ce sont les grèves et les occupations de mai. Bien sûr, en juin, profitant du vide politique engendré par la lâcheté des syndicats et des partis de gauche, la bourgeoisie s'était ressaisie. Elle a fait peur, et la peur, plus l'absence de perspectives populaires, ont fait basculer la petite bourgeoisie hésitante : à genoux, haletante, elle a demandé pardon le 30 juin 1968. Mais le roi avait été mis à poil, il était tombé cul par dessus tête, et même s'il s'était relevé, les travailleurs, battus autant par leurs chefs que par leurs adversaires, se souvenaient qu'ils avaient, un jour, tué de Gaulle.

2° La peur et la victoire passées, la bourgeoisie s'en souvenait aussi : elle voulait se prémunir contre un retour de mai. Elle commença par mettre son argent en Suisse et puis elle se dit que le cadavre du général risquait de se mettre à puer ; elle décida de chasser le macchabée. Ce faisant, elle prenait des risques. De Gaulle, quoique mort, servait encore de clef de voûte au système. Son départ pouvait être dangereux. Parce que les travailleurs le souhaitaient aussi. Et puisqu'on leur donnait une occasion de le faire partir, pourquoi ne pas s'en emparer ? Le référendum n'avait rien à voir avec les élections de juin 68 : en juin, l'abandon de la grève pour la voie électorale apparaissait à l'évidence : et cette capitulation n'avait pas payé.

Le 27 avril 1969 les travailleurs n'avaient rien à abandonner et c'est le boycott qui n'a pas payé : les masses ont donné une bonne leçon aux boycotteurs.

3° Maintenant tout le monde a peur. Pompidou a peur de s'être séparé trop tard du cadavre de de Gaulle et d'être trop son fils autoritaire pour les bourgeois qui ne connaissent qu'un père : l'Américain.

Mollet a peur d'être frustré de sa victoire par un plus malin que lui, qui sait ? Waldeck Rochet a peur que Guy Mollet le laisse tout seul au fond du trou parlementaire pour embarquer avec Poher dans la galère de la troisième force.

Mais tous se reconnaissent dans la peur qu'ils ont eue au 1er mai. Vous voulez savoir quelle était la provocation que préparaient les gauchistes ? Simplement de rappeler au million de travailleurs qui seraient venus au défilé qu'il y a moins d'un an, ils criaient tous : « Gouvernement populaire ! » et que c'étaient eux, eux qui avaient tué de Gaulle. Il n'y avait besoin de rien d'autre pour affoler ceux qui préparaient d'une main les jeux du cirque parlementaire en berçant de l'autre les revendications du peuple.

C'est cela la seule cause de la décision de la CGT pour ne pas faire son défilé.

4° Ces jeux-là sont faits et pour l'essentiel ne nous intéressent pas. Mais de Gaulle parti et même remplacé par Pompidou ou par Poher, les travailleurs se souviendront que c'est eux qui l'avaient tué et que la lutte des classes continue. Elle est même en bonne voie : leurs affolements, leurs peurs, tout ce que les gaullistes appellent le « retour à la IVe », c'est l'obligation où ils sont d'aller rapidement au pouvoir sans prendre le temps de se masquer, comme faisait le général ; ils courent vite, vite, vers l'Elysée sans s'apercevoir qu'ils quittent notre navire.

Le peuple désormais n'a qu'un chemin à choisir, le sien : organiser la force autonome des travailleurs. Comités d'action étudiants, lycéens et de quartier, comités d'action d'entreprise, groupes ouvriers, révolutionnaires, toutes les formes d'organisation, sont déjà à l'œuvre et acquerront plus de force dans la lutte. Les tâches sont évidentes et multiples : durcir toujours plus la lutte des classes, unifier les luttes, populariser les mots d'ordre lancés depuis mai 1968. Alors, par le peuple seul, pour le peuple seul, il y aura des 1er mai qui chantent.

# Pompidou et Poher : les belles figures

**Voilà les deux candidats de tête de la bourgeoisie, Pompidou contre Poher, la droite contre la droite. M. Poher jouit d'une gloire télévisée nouvelle, mais le nouveau venu vient de loin : c'est un vieux sénateur. Il a traîné partout, lentement : le M.R.P., le cabinet de Robert Schuman — l'homme de la petite Europe pro-américaine — le Sénat de 1946 qui s'appelait Conseil de la République, un sous - secrétariat d'Etat chez Queuille — médiocrité radicale qu'il retrouvera en s'occupant de la Marine dans le ministère de Félix Gaillard. M. Poher est un anticommuniste convaincu. Il est européen : il fricotte dans les commissions du Pool charbon-acier, il travaille à la création du Marché commun, il préside en 1966 une assemblée croupion, le Parlement européen. C'est un bon exercice : en octobre 1968, on lui propose la présidence d'une autre assemblée croupion, le Sénat de la République.**

**M. Poher est poli, il mendie : que le pouvoir ne frappe pas la haute assemblée, et les sénateurs assagis et rassurés se réformeront d'eaux-mêmes. Il sourit aux gaullistes. Mais le général est rancunier et les sourires ne servent à rien. Il a besoin d'un plébiscite : la « régionalisation » en sera l'occasion, le Sénat en fera les frais. M. Poher est un peu ahuri d'être arrivé si haut : même la Présidence du Sénat, c'est beaucoup pour un Poher.**

**Vient le projet référendaire : les sénateurs se sont modérés en vain. M. Poher se lance à l'eau, appelle au non et renonce — avec fierté et regret — à la calme retraite à laquelle il se destinait. Puisqu'on ne peut sauver les meubles du Sénat, on tente de sauver la maison tout entière. M. Poher est le plus petit commun dénominateur pour les politiciens du non : c'est l'ordre et la dignité, et une bonne couverture pour une troisième force s'il faut au dernier moment un rassemblement au-delà des Defferre, des Mitterrand, des Duhamel et des Lecanuet.**

**L'ordre et la dignité, c'est aussi l'affaire de M. Pompidou. Pour les bourgeois français, c'est un choix bien clair : veut-on un Président Poher dont le pouvoir sera directement sous l'influence des groupes de pressions économiques et politiques, préfère-t-on donner à un Pompidou, l'homme fort, une délégation de pouvoir pour gérer les affaires incertaines du capitalisme ? Sur le reste — la soumission au régime du profit, la conservation sociale, le rapprochement avec l'Amérique — il n'y a guère de différences. Simlement, M. Poher s'impose par son insignifiance, sa moustache, son allure de Français moyen. M. Pompidou s'impose d'abord par sa carrière : un bel exemple de promotion sociale. Des parents instituteurs, l'agrégation obtenue grâce aux sacrifices d'un père méritant, des dons, l'humanisme qui mène tout naturellement à la finance, une amitié avec de Gaulle, une direction chez Rothschild. M. Pompidou est un fidèle : il conseille de Gaulle, puis dirige le gouvernement. En mai 1968, la fidélité craque : au début, de Gaulle patauge alors que Pompidou fait face. En juin, il remporte les élections — ce que de Gaulle ne lui pardonne pas —, en novembre-décembre il prépare une succession qu'il annonce en janvier. De Gaulle lance son référendum pour le ramener à une fidélité contrainte et l'écarter pour un temps en assurant son pouvoir. M. Pompidou est revenu : patelin, sournois, il incarne une République musclée. Le beau choix : Poher et ses politiciens pourris, Pompidou et ses C.D.R.**

# POURQUOI LA C.G.T. A EU PEUR DU 1er MAI

A un moment où le référendum paraissait incertain, on a avancé l'idée que les territoires d'outre-mer feraient la décision. En arithmétique électorale, ce calcul n'a aucun sens. Ce ne sont pas plus les îles Wallis

**POMPIDOU, 6 ANS ÇA SUFFIT POHER : 10 JOURS, ÇA SUFFIT**

et Futuna que les communes de Ploërmel ou d'Ambazac qui « font » la décision. Une voix vaut une voix. Cette vérité première doit être rappelée si l'on veut analyser pourquoi le NON l'a emporté.

C'est d'abord en raison d'une mobilisation massive de l'électorat de gauche. Alors qu'en juin 1968 on voit croître les abstentions dans les régions où les luttes ouvrières avaient été les plus âpres, en avril 1969, c'est dans les départements de gauche que baisse le niveau des abstentions alors qu'il s'élève dans les zones gaullistes et centristes. **C'est l'électorat de gauche** qui a fourni au NON l'écrasante majorité de ses troupes.

**A MENSONGE EGAL, POMPIDOU MENT PLUS**

Il est vrai aussi de dire que cet électorat de gauche n'a jamais pu, depuis 1958, être majoritaire. A cette masse de suffrages antigaullistes se sont donc ajoutés pour que le non l'emporte une frange d'électeurs qui se disent centristes, gaullistes ralliés par la peur en 1968.

C'est ce phénomène qui grossit démesurément la victoire électorale du centrisme. Evidemment, le NON progresse massivement dans les régions gaullistes. Il triple en Moselle, augmente de 170 % dans le Bas-Rhin, est multiplié par 2,5 dans le Haut-Rhin ; + 132 % dans la

**A SENILITE EGALE, POHER VIEILLIT PLUS**

Meuse, + 111 % dans la Manche, le Non double dans la Meurthe-et-Moselle, l'Orne, la Mayenne et le Calvados. Mais ces mouvements spectaculaires portent sur des quantités réduites, puisque ces départements pour la plupart avaient fourni moins de 25 % au Non en 1962.

Il est donc vrai de dire que c'est le déplacement d'environ un million de voix de droite du camp gaulliste vers le NON qui a provoqué l'échec du référendum. Mais ce million ne pèse pas lourd à côté de l'armée de millions de travailleurs qui manifestent depuis des années leur

**A MAGOUILLE EGALE, GUY MOLLET MAGOUILLE PLUS**

opposition au régime bourgeois dans les luttes de mai comme dans les urnes du 27 avril.

Si l'on claironne aussi fortement que le résultat du 27 avril est une victoire du centrisme, c'est pour couvrir les malodorantes manœuvres qui visent à mettre M. Poher à la Présidence de la République et les politiciens bourgeois au pouvoir. Car faire croire que les centristes ont provoqué la victoire du Non, c'est faire croire que ce sont eux qui ont renversé le régime gaulliste.

Or le 27 avril n'est que le dernier épisode de la crise de régime ouverte en mai. Bien sûr, depuis novembre, la bourgeoisie française est profondément divisée sur la politique qu'elle doit suivre. Bien sûr, M. Giscard d'Estaing a donné un sérieux coup de pouce. Mais le départ du général n'est que **la conséquence** de la crise de la classe dirigeante française. Et cette crise elle a été ouverte en Mai par l'action conjuguée des étudiants et des travailleurs. Depuis Mai, la bourgeoisie ne peut plus se payer le luxe du gaullisme, c'est-à-dire une politique indépendante de l'impérialisme américain. Cessant d'être un rempart efficace de l'ordre bourgeois, de Gaulle devenait au mieux superflu, au pire dangereux.

Le pouvoir a été blessé à mort en mai. Les travailleurs et étudiants, qui avaient porté le coup fatal n'ont pu le saisir. Le pouvoir est allé mourir dans sa tanière ; déjà les rats s'affairent autour de son cadavre.

Aux premières places du banquet, M. Guy Mollet s'affaire avec une rare dextérité. Dans le grouillement des présidentiables, il nage avec volupté. La manœuvre est tortueuse. Mais

**A DEMOCRATIE EGALE, LE P.C. RECULE PLUS**

l'objectif est simple : assurer l'élection d'un président falot, centriste et européen. M. Guy Mollet pourra à nouveau être le pivot des combinaisons parlementaires. Les moyens mis en œuvre sont variés : bloquer toute candidature unie de la gauche, susciter des candidatures qui s'anihileront les unes les autres ; lancer Defferre contre Mitterrand, rassurer Lecanuet, sourire à Giscard, flatter Billières pour que tout ce beau monde découvre en fin de compte qu'ils ont des intérêts communs; sortir si nécessaire le dénominateur commun de tous les politiciens bourgeois, c'est-à-dire zéro : M. Alain Poher.

De son côté, M. Pompidou ne chôme pas. Il s'entoure des C.D.R., de M. Giscard d'Estaing et du fantôme du général de Gaulle. Moderne M. Thiers, il est libéral pour les bourgeois, démagogue pour les téléspectateurs, menaçant pour les militants : c'est la libre entreprise plus les commandos fascistes. Le P.C.F. s'en accomodera-t-il? M. Pompidou l'a déjà payé à Grenelle et il semble bien que l'utile marché ne sera pas rompu.

Pour arrêter la mascarade qui se prépare les travailleurs n'ont qu'une arme : faire sentir le rôle qu'ils ont eu dans la fin du gaullisme, qu'un moyen : le développement de la lutte de masse.

La manifestation du 1er Mai aurait pu être cette manifestation élatante de la puissance des travailleurs. Comme les accords de Grenelle, l'annulation du mot d'ordre de manifestation est une capitulation devant les politiciens bourgeois ; pas plus que la précédente, elle ne paiera.

La défaite de juin n'a pas été notre défaite, mais celle de ceux qui avaient accepté de se placer sur le terrain de l'adversaire. Mais elle a bloqué pendant près de dix mois l'essor des luttes de masse. La victoire d'avril n'est pas notre victoire, mais elle ouvre la perspective de luttes nouvelles.

## PARTANTS DANS LA 5e

**POHER PRESIDENT**

| | |
|---|---|
| Premier ministre : | Giscard |
| Affaires étrangères : | Lecanuet |
| Finances : | Mme Poher |
| Intérieur : | Defferre |
| Education nationale : | Duhamel |
| Affaires culturelles : | Bourvil |
| Affaires sociales : | Prouvost |
| Armée : | Salan |
| Information : | Guy Mollet |
| Anciens Combattants : | Pompidou |
| Jeunesse et Sports : | Ministère supprimé (les enfants ne parlent pas à table). |

**DEFFERRE PRESIDENT**

| | |
|---|---|
| Premier ministre : | Poher |
| Affaires étrang. : | J.-J. Servan-Schreiber |
| Finances : | Giscard |
| Intérieur : | Jules Moch |
| Education nationale : | Grappin |
| Affaires culturelles : | Louis de Funès |
| Affaires sociales : | Marcellin |
| Armées : | Guy Mollet |
| Information : | Mitterrand |
| Anciens combattants : | Pinay |
| Jeunesse et Sports : | Mme Defferre |

**POMPIDOU PRESIDENT**

| | |
|---|---|
| Premier ministre : | Grossmann |
| Affaires étrangères : | Poher |
| Finances : | Rotschild |
| Intérieur : | Massu |
| Education nationale : | Sanguinetti |
| Affaires culturelles : | Delon |
| Affaires sociales : | Marcellin |
| Armées : | Mosche Dayan |
| Information : | Le juge Patard |
| Anciens combattants : | Markovitch* |
| Jeunesse et Sports : | Mme Pompidou |

* à titre posthume.

# CE QUE LES TRAVAILLEURS AURAIENT CRIE LE 1er MAI

Le 27 avril, après une année de luttes que la bourgeoisie et les réformistes ont tenté de camoufler par tous les moyens, les travailleurs ont exprimé par les termes ce que des mois durant ils ont revendiqué dans la rue et dans les usines.

Quelles sont ces revendications sur lesquelles les travailleurs ont réclamé et réclament le pouvoir populaire ? C'est ce que nous rappelons brièvement ici.

1 000 F DE SALAIRE MINIMUM PAR MOIS. C'est ce que les ouvriers métallurgistes réclamaient en occupant leurs usines et en refusant les accords de Grenelle qui ne leur accordaient que dix

**UNE CERTITUDE : DUCLOS NE PASSERA PAS**

pour cent d'augmentation répartis sur un an. Les ouvriers des autres branches de l'indusrtie, encore plus en retard sur la métallurgie réclamaient quant à eux 15 à 20 % d'augmentation immédiate. Ni Grenelle ni Tilstitt ne leur ont accordé.

Mais les travailleurs ne se battaient pas seulement sur le montant global de l'augmentation des salaires. Contre le système d'injustice et d'exploitation du système de rémunération capitaliste, ils ont réclamé :

— L'abolition de la hiérarchie croissante des salaires, c'est-à-dire des augmentations de salaires qui écrasent la hiérarchie des salaires ;

— A travail égal, salaire égal, l'abolition du système de primes, de points, d'échelles, de cotations par postes, système qui divise les ouvriers d'un même atelier, renforce la répression du patronat en réservant une partie du salaire contre la soumission et le renoncement aux grèves, enfin donne toute puissance aux gardes-chiourme en leur donnant un pouvoir arbitraire total, système qui fait des femmes, des jeunes, des émigrés, des travailleurs surexploités.

**UNE PROBABILITE : POHER NE FERA QUE PASSER**

Dans de nombreuses usines occupées, les travailleurs réclamaient enfin l'échelle mobile des salaires, seule garantie réelle contre l'augmentation du pouvoir d'achat par laquelle la bourgeoisie éponge toute conquête salariale importante de la classe ouvrière. Si la C.G.T. devait l'inclure dans son programme, sa direction ne se battait pas sur ce point capital à Grenelle et ne la mettait en avant qu'une fois que le mouvement de masse était déjà en grande partie brisé par le pouvoir alors qu'elle ne peut être obtenue que dans le feu des grandes offensives de la classe ouvrière.

Si les revendications de salaires étaient partout une préoccupation majeune des ouvriers et employés — et on a vu qu'elles comportaient des aspects révolutionnaires — les travailleurs se sont battus aussi partout contre l'esclavage du travail salarié, imposé par le Capital.

Deux revendications essentielles touchant le travail lui-même ont été partout inscrites sur le fronton des usines occupées.

● L'ABOLITION DES CADENCES INFERNALES, tel a été le cri de millions de travailleurs. Sous le couvert d'amélioration technologique, le patronat tente en permanence d'obtenir du travailleur encore plus qu'il ne produit

**UNE EVIDENCE : DE GAULLE NE PASSERA PAS L'HIVER**

déjà. Il invoque les possibilités d'accroissement de la productivité avec l'introduction de nouvelles machines plus perfectionnées. En fait, quel que soit l'apport des machines, le travailleur, lui, doit accroître son rythme de travail. Les Accords de Grenelle n'ont sur le point, rien accordé. Les directions syndicales n'en ont même pas parlé. Mais les travailleurs savent que c'est une revendication essentielle, un point crucial de la lutte contre l'esclavage capitaliste. De juillet 68 à mars 1969, les ouvriers métallurgistes en particulier se sont battus sur les cadences. Ainsi, au début de mars, les jeunes ouvriers de Sochaux stoppaient les chaînes de toutes les usines Peugeot (en occupant les chaînes d'emboutissage) pour réclamer la baisse des cadences, l'obtention de pauses supplémentaires, la programmation de meilleurs cadencements (1).

● LA SEMAINE DES 40 H. payées 45 h. ou plus, ou la remise en avant d'une des plus vieilles revendications de la classe ouvrière. Depuis le début du XXe siècle, dans chacune de ses grandes offensives, le prolétariat français a déclaré la guerre aux journées et aux semaines de travail interminables. A l'approche du 1er mai 1906, tous les grands secteurs de la classe ouvrière se mettaient en grève pour réclamer les 8 heures de travail minimum par jour. Après la première Guerre mondiale, la semaine des 40 h. est au centre des revendications ouvrières. Le Front populaire l'accorde théoriquement mais après la seconde Guerre mondiale, les travailleurs se retrouvent faire 45 h. ou plus, dans leur grande majorité. Là encore, les « progrès technologiques » du capitalisme, ne leur apporte aucun bénéfice dans ce domaine. Et lorsqu'à l'occasion de la grève générale de 1968, les travailleurs remettent en avant cette vieille revendication, ils sentent que seul un mouvement de cette ampleur est capable de briser la résistance du Capital à l'accorder. Car ils savent pertinemment que sans offensive d'ensemble de la classe ouvrière, ils se trouvent pris au piège infernal des heures supplémentaires aménagé par le patronat pour éviter toute réduction décisive des heures de travail sans diminution salariale.

Sur ce point également les accords de Grenelle n'accordent rien ou pratiquement rien : une vague close est signée, prévoyant une réduction de 2 heures sur 48 heures et d'une demi-heure pour les semaines de 45 à 48 heures **d'ici le terme du Ve plan,** c'est-à-dire d'ici 1970. Outre la médiocrité des propositions, tout le monde sait

**UNE CONSTATATION : DEFFERRE NE PASSE PAS LA RAMPE**

que ce genre de promesse à tempérament n'est jamais tenu.

A côté de ces deux revendications centrales, d'autres revendications importantes donnant un cadre général aux précédentes sont mises en avant :

● Retraite ouvrière à 60 ans.

● Sécurité de l'emploi en particulier garanties sur les conditions de reclassement à salaire et qualification égales en cas de reconversion industrielle.

● Contre la déqualification des jeunes travailleurs par rapport à leur apprentissage.

● Abrogation des ordonnances rétrogrades de la Sécurité Sociale (maintien au niveau antérieur du taux de cotisation, prise en charge financière plus importante de l'Etat, contrôle accru des Syndicats, etc.).

Ces dernières revendications, comme l'échelle mobile des salaires et la semaine de 40 heures, ne peuvent, bien évidemment, être satisfaites qu'au niveau du pouvoir central. Quand en mai-juin 1968, les travailleurs se battaient sur cet **ensemble** de revendications, ils réclamaient un pouvoir populaire, leur pouvoir, c'est-à-dire un pouvoir contrôlé par les masses. De même qu'en revendiquant les libertés syndicales dans les entreprises, ils réclamaient moins une amélioration des droits syndicaux des seuls représentants syndicaux qu'ils ne se battaient pour forger des armes contre le despotisme du Capital — leur arme principale en l'occurrence c'était l'unité offensive de millions de travailleurs, la démocratie à la base, les comités d'action d'entreprise et de quartiers. Cela les travailleurs ne l'ont pas oublié. Pour eux quand on parle des acquis de mai, ce ne sont pas tant les résultats en grande partie dérisoires des accords de Grenelle que la formulation de revendications anticapitalistes fondamentales les plus souvent mises sous le boisseau par les appareils syndicaux, l'expérience d'une lutte formidable, l'organisation autonome des travailleurs à la base.

Le pouvoir et le patronat ne s'y sont pas trompés quand d'octobre à janvier, ils ont tout tenté pour isoler les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière. Ces appareils syndicaux réformistes non plus quand ils ont étouffé la lutte des jeunes travailleurs de Sochaux et du Mans, de Nîmes et de Hachette à Paris, quand ceux-ci remettaient en avant les revendications de mai et employaient des formes de lutte acquises durant l'occupation des usines.

Aujourd'hui, après le succès du Non au referendum, la C.G.T. parle bien des acquis de mai, mais c'est aussitôt pour en émasculer l'aspect révolutionnaire

**UN MOT D'ORDRE : POMPIDOU NE PASSERA PAS**

(rien sur le système de rémunération salariale, silence sur les cadences de travail, aucune précision sur la réduction de la durée du travail) ou pour les noyer dans l'élaboration d'un « programme commun » électoral avec des forces politiques opposées foncièrement au prolétariat. De toute façon, le programme commun n'est que l'alibi de grandes manœuvres électorales excluant en pratique tout mouvement des travailleurs qui remettrait en cause l'ordre et le calme qu'elles supposent. D'ailleurs la C.G.T. l'a avoué en supprimant le 1er Mai et M. Séguy ne cache plus grand-chose quand il déclare à l'A.F.P. : « on ne peut exclure, à priori, l'hypothèse de conflits sociaux, **mais les travailleurs** sont parfaitement conscients, après la défaite du gaullisme, que l'important est de savoir quelle issue politique va être donnée à la crise actuelle ». Autrement dit : ayant fait leur devoir (de voter non) les travailleurs n'ont qu'à se taire, nous nous occupons du reste.

Comme Pompidou, Séguy demande un chèque en blanc aux travailleurs. Mais s'il croit que le Non du referendum lui permet un retour à l'électoralisme liquidateur, il se trompe. Comme le 28 mai 1968, quand au lendemain des accords de Grenelle, il demandera aux ouvriers de Renault de reprendre le travail.

(1) Cf. sur ce point, le dossier très complet publié dans **Les Cahiers de Mai**, nº 10.

## Petits commerçants et artisans

Depuis quelque temps les petits commerçants font beaucoup parler d'eux. A Bourgoin de violentes manifestations ont eu lieu à la suite de l'arrestation de Nicoud et le succès éclatant de la grève déclenchée par eux le 16 avril démontre l'ampleur de leur mécontentement.

Contrairement à ce que beaucoup pensent , la situation des petits commerçants est peu enviable. L'idée que les commerçants sont tous plus ou moins des voleurs qui s'engraissent sur le dos des consommateurs, qu'ils passent leur temps à pleurer misère tout en mettant de côté de jolis petits magots est, hélas, très répandue parmi les travailleurs qui voient bien souvent en eux les responsables de l'augmentation des prix.

Si certains commerçants sont relativement florissants, il faut bien reconnaître que la majorité des artisans et des petits commerçants vivent difficilement. Ils travaillent souvent très dur, 10, 12 heures par jour, parfois plus. Ils sont écrasés par la fiscalité et pris à la gorge par la concurrence que leur font les grosses entreprises et les chaînes des grands magasins modernes, autrement plus rentables. S'ils arrivent, à force d'efforts acharnés, à se constituer une petite cagnote, l'Etat, avec sa politique systématique d'inflation, aura tôt fait de la réduire à peu de chose. Et finalement, pour la plus grande partie d'entre eux, c'est la faillite qui les guette un jour ou l'autre. Ce sont eux qui pâtissent les premiers des à-coups de l'économie capitaliste et en cas de crise ils seront touchés plus encore que la classe ouvrière.

Tout cela les artisans et les petits commerçants le savent bien et c'est pour cela qu'ils sont en train de devenir « enragés » à leur tour. Ils ont compris que seule la lutte paie et la quinzaine dernière, eux qui en mai étaient restés à l'écart des événements, ont dû à leur tour affronter la répression sanglante d'un Etat qui est tout au service des gros capitalistes et qui matraque indifféremment étudiants, ouvriers, paysans ou petits commerçants dès que ceux-ci luttent sérieusement pour défendre leur droit à une vie décente.

Mais l'Etat et les gros capitalistes qui oppriment l'ensemble des travailleurs (ouvriers, paysans, commerçants), qui nous matraquent sans vergogne les uns après les autres, essaient en même temps de nous diviser. Rappelons-nous comment après mai le gouvernement a tout fait pour dresser le reste de la population contre la classe ouvrière en expliquant que l'élévation du coût de la vie était la conséquence des grèves et comment les hausses des prix atteignaient plus encore que les ouvriers les paysans et les petits commerçants qui, eux, n'avaient pas eu d'augmentations de salaires. Le gouvernement pouvait ainsi espérer les rendre hostiles aux luttes ouvrières. Car ce que gouvernement et patrons veulent avant tout empêcher, c'est que les luttes de ces différentes catégories de travailleurs se rejoignent : ils se trouveraient alors devant un véritable raz-de-marée qu'ils ne pourraient plus endiguer.

Ce problème de la jonction des luttes des ouvriers, des paysans et des petits commerçants nous concerne tous, car il est décisif pour l'avenir et l'attitude de la classe ouvrière sera déterminante ence domaine.

Si la grande bourgeoisie arrive à retourner la colère de ces couches sociales contre la classe ouvrière, alors elles iront renforcer les organisations d'extrême-droite et la grande bourgeoisie pourra se servir de leur rage pour les envoyer briser les manifestations ouvières, les piquets de grève, les organisations des travailleurs et pour frayer la voie au fascisme. C'est arrivé en Allemagne et en Italie, cela peut se produire ici aussi.

Au contraire, si par sa détermination dans les luttes, par son soutien actif aux luttes des paysans et des commerçants la classe ouvrière arrive à gagner leur confiance et à leur offrir d'autres perspectives, alors tous les espoirs sont permis, car ensemble nous pourrons balayer pour toujours les gros capitalistes et leur Etat qui sont nos ennemis communs.

# La presse bourgeoise ment parfois elle intoxique toujours

**La France est un vieux pays démocratique : il faut respecter formellement toutes les opinions si on veut vendre à un million d'exemplaires. Les intellectuels sont attachés à l'équipe : il faut leur donner tous les signes de l'objectivité quasi scientifique. Pour remplir la première tâche, la bourgeoisie a créé** France-Soir ; **pour la seconde,** Le Monde.

**En effet, chacun sait que le** Figaro **est vendu aux possédants,** L'Aurore **aux militaires,** Le Parisien **aux concierges et** Combat **à n'importe qui. Au moins, eux, ils jouent franc jeu. Journaux « engagés », ils ne cherchent pas à camoufler leurs préférences réactionnaires.**

**Mais** France-Soir **et** Le Monde **ont d'autres ambitions. Le premier a cessé d'être gaulliste à la minute de la victoire du NON et attend prudemment le début du duel Pompidou-Poher. Il s'agira de toutes façons, sous des dehors faussement objectifs, de donner l'impression d'un consensus national fondé sur le** conformisme : **contenu presque neutre, typographie suggestive.** Le Monde, **quant à lui, a une inspiration : le catholicisme libéral, une ligne : un réformisme modéré et un public : les cadres actuels ou futurs (les étudiants) du pays.** Le Monde **utilise les joliesses de la langue française pour remplir, au fond, la même tâche que le populacier** France-Soir : **donner bonne conscience à ses lecteurs.**

## LIBAN : MENACE DE GUERRE CIVILE après la démission du Premier ministre

(PAGE 5, L'ARTICLE D'EVA FOURNIER.)

France-Soir
dernière heure
Samedi 26 avril 1969
DEPUIS 25 ANS LA PLUS FORTE VENTE DES JOURNAUX FRANÇAIS
0 F.50
Belgique-Lux. 4 F; Suisse, 0 F 50; Espagne, 8 pes.; Angl., 1 sh.; Allemag., 70 pf.; Ital., 100 L.; Alg., 0 d. al. 60; Maroc, 0 dirh. 60; Tun., 60 m

# De Gaulle : 5 minutes ce soir à la TV pour décider les indécis

***Le chef de l'Etat s'en irait aussitôt s'il n'obtenait la majorité que grâce à la France d'Outre-Mer*** (PAGE 7.)

Un dossier : les arguments des partisans du OUI et ceux des partisans du NON (PAGE 7.)

## « L'objectivité » du Monde

Comment se diffusent, dans la tête de 400 000 cadres, professeurs, étudiants, etc..., les idées-force de la bourgeoisie libérale ?

D'abord, par la **hirarchie des nouvelles.** Pour « Le Monde », il y a les nouvelles nobles : concertations des grands, le voyage du Président Machin dans le pays Chose, la reprise des pourparlers à tel endroit, la déclaration d'Untel : des paroles, des négociations, en bref, l'idée que ce ne sont pas les luttes des peuples qui font l'histoire, mais ce qu'en disent entre eux leurs chefs et qu'entre gens de bien, on ne se bat pas, on cause. Et puis, il y a les nouvelles triviales : les accidents du travail, par exemple. Car pour cette rédaction catholique et « sociale », on ne connaît pas de typographie assez modeste, de page assez secondaire, de place assez restreinte, pour informer qu'un ouvrier a été écrasé par une grue sur un chantier ou par l'explosion d'une machine. Et le journal, jamais à court « d'analyses » en plusieurs chapitres sur les sujets les plus divers, n'en a jamais, à notre connaissance, consacré à ce sujet, digne d'intérêt pourtant en plein XXe siècle.

Ensuite, par **le choix des nouvelles.** Si nombreuses que soient les informations rapportées par « Le Monde », elles sont encore moins nombreuses que celles qu'il reçoit. Qui décide le choix ? Par exemple parce que le principal rédacteur universitaire est partie prenante dans la Réforme d'Edgar Faure, que de « Libres Opinions » gentiment réformistes avons-nous eues ! Si nous étions stalinlens, on pourrait vraiment se plaindre que la voix des Conservateurs (Gaullistes ou P.C.), en l'occurrence, n'a guère été entendue : elle représente pourtant un secteur non négligeable de l'opinion ! Et les gauchistes, sans lesquels il n'y eût pas eu de réforme Faure du tout, n'ont pas été mieux partagés. Quant à la masse des communistes qui sont journellement envoyés au journal par les individus ou les groupes les plus divers, on les passe ou on ne les passe pas, suivant l'humeur du responsable de rubrique ; c'est d'ailleurs tout à fait normal, et tous les journaux sont obligés d'en faire autant : mais qu'on ne parle pas « d'objectivité » !

En troisième lieu, les informations sont résolument **fausses** dans certains cas, dès lors qu'elles sont difficilement contrôlables. Par exemple, il y a à Berlin un correspondant qui est notoirement connu par ses propres confrères pour relater les événements de la manière la plus fantaisiste.

Enfin, **l'intoxication et la manipulation du subconscient** est constante, **et d'autant** plus redoutable qu'elle est plus insidieuse et qu'elle se fonde sur une complicité d'intellectuels comprenant sous-entendus culturels et évocations historiques. Par exemple, le directeur est anti-fasciste, ça, c'est sûr. Pourtant, un jour, dans un éditorial, il laisse en entendre — la mort dans l'âme ! — que devant une menace « totalitaire » (c'est-à-dire communiste), et un putsch (réel) fasciste, beaucoup s'y résigneraient, avec un lâche soulagement. Rien ne permet d'affirmer qu'il serait de ceux-ci : mais l'idée est tout de même lancée. Il y eut quelques remous. Alors, dans le tout dernier éditorial celui de lundi (« Roulette Russe »), un dernier alinéa, destiné à évoquer le spectre d'un coup d'Etat fasciste des CDR gaullistes (et du même coup destiné à convaincre notamment des enseignants de ne point prêter la main à d'éventuelles manifestations gauchistes), il conclut : « Un peu partout, des régimes autoritaires prennent le relais de démocraties défaillantes. Aux **peuples** incapables de s'entendre sur leurs communes raisons de vivre, le **commissaire** finit toujours par imposer sa loi ». Peuple, commissaire, commissaire du Peuple : A l'inconscient « cultivé » de faire son travail : au terme de cette phrase, qui néglige par ailleurs l'existence d'intérêts de classes peut-être inconciliables, l'ennemi principal est cité : **un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme !**

## « La neutralité » de France-Soir :

Campagne du référendum, veille du scrutin, le 26 avril. Trois titres à la « une » de **France-Soir** : 1° « Menace de **guerre civile** » au Liban « après la démission du premier Ministre : l'inconscient des lecteurs est chargé de travailler tout seul. 2° Quel lecteur ? Pas celui qui a déjà choisi, mais le lecteur **indécis,** auquel le général s'adressera tout spécialement le soir même (titre principal), électeur qui n'a pas encore choisi ou qui pense s'abstenir. 3° Il faut à la fois intéresser le lecteur (Tiercé) et ne pas le dissiper : le tiercé, c'est **samedi,** pas dimanche. La leçon de cette première page est claire : électeurs tentés de vous abstenir, allez voter dimanche, et « décidez-vous pour de Gaulle, sinon il démissionnera et vous aurez la guerre civile ». Dit ainsi, **France-Soir** n'aurait pu passer pour neutre et objectif. Manipulée en fonction de quelques artifices fondés sur des lois psychologiques simples (association par juxtaposition, évocation), et rapportant des faits en eux-mêmes exacts (la crise du Liban, le tiercé du samedi), est à la fois réelle et cachée. Il n'y a pas de faits vrais ou faux mais un art de les présenter.

Page 7, un « dossier » (le mot est juridique, scientifique, donc « neutre ») : les arguments des partisans du oui et du non. **France-Soir** expose honnêtement les thèses en présence, mais la place accordée au oui est deux fois plus importante que celle accordée au non : c'est donc que les arguments gaullistes sont deux fois plus importants, puisqu'il y en a deux fois plus. Bref, pour **France-Soir,** la cause est meilleure et entendue.

Même page, colonne voisine, le journaliste interroge, de façon suffisamment imprécise pour qu'on ignore si c'est là son opinion ou celle qu'il prête au pouvoir : « L'allocution télévisée du Président de la République jouera-t-elle un rôle efficace et provoquera-t-elle un **sursaut** chez un nombre suffisant d'électeurs ? Sursaut : le terme n'est pas fortuit, il est imprégné d'intentions morales. L'électeur va-t-il se laisser entraîner dans les stupres abominables de l'opposition ? Mais après tout, 47,13 % de gaullistes ont dû sursauter le lendemain en apprenant que toute cette propagande était inutile et qu'ils étaient battus.


# abonnez-vous 100 numéros : 50 F

**Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)**

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

**Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)**

# Soutenez Action

**Bulletin à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)**

Je verse ..... francs

NOM ..... Prénom .....

**Paiement par chèque ou mandat-lettre rédigé à l'ordre de « ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)**

# dans les entreprises la lutte continue

## CITROEN : prière de la fermer

Récemment un de nos camarades de la rue Ginoux, militant C.F.D.T., s'est vu muter à Pleyel. Par cette mutation, la direction cherche bien entendu à isoler ce syndicaliste de ses camarades et à le dégoûter en lui imposant une fatigue supplémentaire par un trajet très long de chez lui à son lieu de travail.

De même un de nos camarades de Grenelle, qui a « osé » refuser d'adhérer au S.I.S.C. lorsque son chef d'atelier, « indépendant placeur de cartes sur le temps de travail », est venu le solliciter, s'est vu muter à St-Charles, bien connu comme « centre disciplinaire pour fortes têtes ».

Toutes ces mesures sont là pour nous prouver, si nous l'avions oublié, que la direction veut étouffer à tout prix toute voix contestataire ou revendicative, afin que règne « l'ordre », des indépendants bien sûr, « l'ordre de Bercot ».

Pour que ce système de répression cesse les travailleurs devront s'organiser pour la riposte immédiate. Car, de même que les jaunes du syndicat libre n'osaient pas se présenter, il y a quelque temps, dans certains ateliers pour exercer des pressions, de peur d'une riposte des travailleurs, de même, les indépendants du S.I.S.C. et la chiourme de la direction réfléchiront à deux fois avant de s'attaquer aux travailleurs si à chaque mutation ou mesure disciplinaire correspond une riposte immédiate des travailleurs.

Pour Bercot et sa chiourme, l'usine est un endroit très spécial, style couvent ou prison. Et les travailleurs avant d'y entrer doivent laisser à la porte leurs habitudes et leurs droits de citoyen : par exemple le simple droit à la parole.

En effet le silence est de rigueur pour travailler chez Citroën, c'est ce que vient d'apprendre un camarade de Grenelle, qui s'est vu infliger une mise à pied pour avoir osé parler pendant son temps de travail avec un camarade.

Si les indépendants et la chiourme de la direction pensent que le silence est de rigueur dans le lieu si solennel qu'est l'usine Citroën, libre à eux de se recueillir et de se taire.

Quant à nous, qui ne trouvons rien de solennel ni dans l'usine ni dans le travail que nous y faisons, nous refusons de perdre nos simples droits de citoyens en entrant.

**(L'Internationale-Citroën.)**

## Note de service à la SNECMA

Nous reproduisons ici, avec des commentaires de circonstance, de larges extraits de la note de service n° 7053, chef-d'œuvre d'hypocrisie et dont le signataire est M. Chausse, ancien ouvrier de la S.N.E.C.M.A., récemment promu chef de l'avant-série.

**Objet : QUALITE.**

0) « A de nombreuses reprises, j'ai eu à signer des avertissements pour négligence professionnelle. » (Notons le doigté en passant, il n'y a pas eu faute.)

1) « Je suis profondément convaincu qu'il n'y a pas mauvaise volonté des compagnons (il passe de la pommade, il se montre volontiers compréhensif), mais tout simplement ignorance de la valeur des produits travaillés et par conséquent mauvaise adaptation de l'attention ou de la vigilance. » (En mettant les formes, il montre timidement le bout du bâton.)

**2) INFORMATION.**

« Je voudrais que chacun sache qu'une grande partie des pièces que nous usinons ont, dès le premier copeau, la valeur de plusieurs milliers de francs. » (Le chien de garde du capital montre ses dents.)

« Les compagnons étant d'une valeur professionnelle démontrée (il repasse de la pommade) il est inadmissible que les coups d'outils, les tolérances de l'ordre du centième ou les coups accidentels soient galvaudés. » (Il remontre le bout du bâton, il se fait menaçant.)

**3) UN APPEL A LA DIGNITE DU PROFESSIONNEL.**

« Bien que cette théorie soit couramment répandue, je ne pense pas que les ouvriers soient maintenant détachés de ce qu'ils produisent de leurs mains » et pour finir « ... j'étais ouvrier il n'y a pas si longtemps encore pour m'en souvenir. »

Il ne faut pas me la faire à moi. Alors, dites-le, nom d'un chien, que vous êtes émerveillés devant votre travail.

**4) LA MENACE SE PRECISE.**

« Je ne crois pas non plus, qu'un ouvrier consciencieux puisse confondre vitesse et précipitation, on peut faire vite et bien. »

On peut, certes, travailler vite, bien c'est autre chose. Mais vite et bien pour qui ?

Pour le plus grand bien du capital au détriment de notre santé, et le signataire de la note en sait quelque chose.

**5) UN PETIT BRIN DE MORALE.**

« Ce que je n'admets pas et tous ceux qui ont bonne conscience professionnelle m'approuveront (voilà qu'il nous demande de l'approuver maintenant, il ne manque pas de culot) c'est que les mauvais compagnons fassent payer à tous le prix de leur négligence. »

**6) ET V'LAN VOILA LA SENTENCE.**

« J'ai décidé de restituer à sa juste valeur la prime de qualité », le bâton comme un diable sort de sa boite, s'abat sur ces malheureux, ces parias.

**7) SOUHAIT MELE D'UN CERTAIN REGRET.**

« Je souhaite n'avoir jamais à appliquer cette décision. » Hypocrisie, il en meurt d'envie, ce vaillant larbin du capital, et gageons que toutes les occasions lui seront bonnes pour porter atteinte à notre salaire.

**(« La Voie », SNECMA.)**

## MARSEILLE : la mort d'un docker

Une fois de plus un docker a trouvé la mort au travail. C'est en manipulant des produits chimiques au fond de la cale du « Circéa » (poste 3, cap Janet) que Joseph Moreno s'est effondré, certainement victime d'« une crise cardiaque ». Il avait 50 ans... Certains diront que Moreno avait la réputation de travailler beaucoup et de rechercher les travaux durs qui « paient bien », et qu'il s'est tué à la tâche. Mais qu'un travailleur puisse mourir de cette façon, voilà qui constitue véritablement un crime de la part des patrons. Pour améliorer un peu notre situation, on est obligé de prendre des risques et de sacrifier notre santé et parfois notre vie.

Au début de l'année, un docker était pris par le crochet d'une grue, soulevé de terre et, quand ses vêtements se sont déchirés, il s'est écrasé sur le quai. Plus tard un autre a été écrasé par la chute d'une balle de peau de 400 kg qui s'est détachée d'une brague. Le 2 avril, un mort, écrasé par la chute de colis de planches qui pesaient une tonne pièce. Et maintenant la mort de Moreno.

Que les acconiers sachent bien que c'est à eux, un jour, que nous demanderons justice pour tout ce sang versé. Et nous ne serons pas toujours aussi gentils que nous l'avons été en mai dernier.

**VISITE BIDON**

La visite médicale annuelle n'est peut-être pas tout à fait inutile, mais la plupart du temps c'est une simple formalité réduite au minimum indispensable pour être en règle.

C'est toujours la même routine. Quand le docker arrive, le médecin se renseigne : « Ça va ? » Si le docker répond « ça va bien », la visite est presque terminée.

Si on se plaint d'être fatigué ou un peu malade, on nous donne un cachet et on nous dit d'aller voir notre docteur.

En tout cas une chose qui n'arrive jamais, c'est que le médecin reconnaisse qu'on est fatigué ou malade à cause du travail trop dur.

A ce propos, est-ce que le docker qui vient de mourir d'une crise cardiaque avait été déclaré, lors de la visite médicale, apte pour le travail ou pas ?

**(« La Voix du Travailleur », port de Marseille.)**

## POLYMÉCANIQUE : tous chômeurs ?

Dernièrement la direction a fait appel à neuf intérimaires : huit au bureau d'étude, un à l'outillage.

Les camarades qui viennent d'être embauchés sont payés à un tarif supérieur à celui des ouvriers qui accomplissent le même travail. Ainsi à l'outillage un intérimaire tourneur est payé 8,50 F de l'heure. Mais ce salaire n'est pas dû à la générosité de la direction.

En faisant appel à une entreprise d'intérim, la Poly se procure une main-d'œuvre qui s'adapte automatiquement aux nécessités de sa production : aujourd'hui ils sont embauchés, dans huit jours, s'il le faut, ils seront congédiés.

Cela montre au moins que la plus-value que le patron tire de notre travail doit être considérable puisque deux patrons s'engraissent sur le travail d'un ouvrier.

D'autre part, si maintenant les patrons n'embauchent plus, et chaque fois que la production augmente font appel aux heures supplémentaires et aux boîtes d'intérim, non seulement le problème du chômage n'est pas près d'être réglé, mais nous risquons de nous retrouver nombreux contraints à devenir intérimaires. De plus cela fait dans une même usine des statuts différents pour les ouvriers, donc autant de divisions et de possibilités de manœuvrer pour les patrons.

Et dans le cas de l'outillage, il est tout de même un peu fort de voir qu'à la rentrée des congés la direction, en déclassant des tourneurs, les avait contraint à prendre leur compte, alors qu'elle fait appel à un intérimaire aujourd'hui.

Si la direction a besoin de main-d'œuvre aujourd'hui, qu'elle embauche, il y a suffisamment de chômeurs. Quand la production diminuera, ce ne sera pas à regret que nous verrons diminuer les horaires, réparti le travail entre tous et maintenus les salaires.

**LA VRAIE MALADIE : LES HORAIRES TROP LONGS**

A la dernière réunion du C.E. la direction a signalé le fait qu'il y a actuellement 23 % d'absents parmi le personnel. La grippe fait des ravages, mais les ravages sont d'autant plus importants que l'organisme est fatigué.

Or nous faisons actuellement 45 heures par semaine, ce qui est beaucoup trop. Il est bien évident qu'avec une semaine de travail nettement plus courte notre corps résisterait mieux à la fatigue et à la maladie.

Pour le patron, qui ne raisonne qu'en billets de banque, la réduction de la semaine de travail (sans diminution de salaire bien entendu) est du domaine des « largesses » qu'il ne consent pas à nous octroyer, du domaine du superflu. Mais notre organisme en témoigne autrement : à preuve l'absentéisme.

**LES ACCORDS SUR L'EMPLOI, UNE ESCROQUERIE**

Dernièrement les syndicats patronaux et ouvriers se sont entendus pour signer un accord concernant l'emploi que la presse s'est dépêchée de présenter comme une garantie de l'emploi. Il n'en est rien en réalité. Que comporte cet accord ?

Pour l'essentiel, à part l'examen par les patrons avec les syndicats des questions de formation professionnelle et d'âge de la retraite pour l'avenir, c'est l'engagement pour les patrons d'informer les comités d'entreprise en cas de licenciement collectif. Deux cas sont distingués :

1° Les licenciements d'ordre conjoncturel dus à des réductions brutales de commandes. Délais :

— 8 jours pour 10 à 50 licenciés ;
— 15 jours de 51 à 100 licenciés ;
— 1 mois au-delà de 100 personnes.

2° Les licenciements dus à des crises structurelles (fusion ou concentration) les délais seront de :

— 1 mois pour 10 à 200 licenciés ;
— 2 mois pour 200 à 300 licenciés.

En dehors de cela, en cas de déclassement, le salaire sera diminué progressivement : paiement intégral les deux premiers mois, 80 % de la différence des salaires le troisième mois, 60 % le quatrième, 40 % le cinquième, 20 % le sixième, ensuite déclassement définitif.

Voilà ce que cinq mois de discussions ont apporté. Il est bien sûr préférable d'être informé avant qu'il y ait des licenciements et d'être indemnisé un certain temps avant d'être déclassé, mais toutes ces mesures visent à faire supporter licenciements et déclassements aux ouvriers et non à les supprimer. Il faut nous faire avaler la pilule et patrons et syndicats y contribuent. Les syndicats ne se sont-ils pas tous déclarés satisfaits de la signature de cet accord ? Les dirigeants C.G.T. ont même prétendu que c'était un tournant dans les rapports patrons-syndicalistes. Que ces dirigeants, qui se contentent aussi facilement de misérables miettes, ne comptent pas que nous les suivrons dans leur satisfaction béate concernant le chômage.

*C'est le printemps !*

## HACHETTE : ça chauffe

On se chauffe encore dans le train de Tours avec un poêle à charbon. Pour avoir chaud par les nuits fraîches, un préposé, installé pour cette tâche, charge un poêle à charbon à grands coups de pelles, les manches retroussées... C'est quand même difficile d'imaginer cela pour une entreprise comme les N.M.P.P. qui se vante dans sa propagande de desservir tout un continent en journaux, brochures de toutes sortes avec des services fournis en moyens ultra-modernes, tandis que nous, nous en sommes réduits à utiliser du matériel d'un autre âge pour travailler.

Gageons que si un jour nous alimentions le poêle avec des journaux, la direction aura tôt fait de le remplacer par un appareil plus moderne, comme un chauffage central, par exemple.

**PROFITONS DE LA SITUATION**

A La Villette, avec les premiers départs en vacances, le manque de personnel se fait cruellement sentir. Nous sommes débordés de travail et les doublages vont bon train. Mais le manque de personnel est tel qu'il devient difficile pour la direction de trouver suffisamment de « doubleurs ». Si bien qu'on peut voir sur les quais certains chefs jouer « les respectueuses », déambulant de long en large pour essayer de « raccoler » des gars pour doubler !

La direction a grand besoin de notre travail ces temps-ci. A nous de profiter de la situation non pas pour nous faire exploiter davantage en forçant sur les cadences, en consacrant nos heures de repos à doubler, mais, au contraire, en travaillant à notre rythme, pour obliger la direction à embaucher du personnel si elle veut que le travail soit fait.

**(« Voix Nouvelle ».)**

## LOUIS-LE-GRAND : la routine de la provocation

**On sait comment la presse a raconté les bagarres survenues à Louis-le-Grand entre lycéens et policiers qui ont abouti à l'arrestation de quatre élèves et à l'inculpation de l'un d'entre eux : l'ordre troublé par des maoïstes, trotkystes, guévaristes, anarchistes, la police contrainte d'intervenir.**

**En fait, pour les élèves du lycée Louis-le-Grand, les faits ont été singulièrement retouchés (mensonges plus omissions) de façon à démontrer — a posteriori — que le doux député UDR de l'arrondissement avait été mis à la porte (comme le fut un peu plus tard son patron de Gaulle) par de sauvages provocateurs. A quelques jours du référendum c'était vraiment un bien mauvais exemple !**

**La vérité telle qu'elle n'est connue que des élèves du lycée, nous la rétablissons. Ce jour-là, dès huit heures un car de police stationnait devant le lycée, une voiture d'un poste périphérique un peu plus loin. A 9 heures, les pompiers (on ne sait qui les appela ?) faisaient ouvrir les portes, suivis des flics. A l'intérieur, comme tous les jours, des élèves vendaient dans une salle réservée leurs journaux (ce n'est ni le « Monde », ni « L'Humanité », comme c'est leur droit).**

**L'arrivée insolite fit s'attrouper les élèves.**

**Alors que rien ne se passait et que les curieux cherchaient à comprendre, les flics se mirent à charger comme c'est devenu l'habitude depuis mai chaque fois qu'ils voient un lycéen (et là, pas d'erreur, ils étaient dans un lycée) bousculant les professeurs qui voulaient s'interposer, pourchassant les élèves dans les couloirs et les escaliers. Du haut des galeries, ils projetèrent tables et chaises sur les lycéens qui se trouvaient dans la cour.**

**Après la ratonnade, il ne restait plus qu'à ramasser les blessés et à faire écrire une version policière des faits dans les journaux du soir et du lendemain. Plus tard, « Le Monde » publia un communiqué des professeurs protestant contre l'intrusion des forces de police dans le lycée, des témoignages (ce sera mis sur le compte de l'objectivité de ce bon journal qui laisse la parole aux deux parties) mais l'impression première du « fait relaté » restera : « la studieuse tranquillité de la majorité est troublée par les menées d'une poignée de provocateurs ».**

**Comme à Nanterre, en janvier, confrontez la première version des « faits » et les faits établis maintenant. Les provocateurs sont clairement reconnaissables ; ce sont les flics ; et les organisateurs du désordre, ce sont leurs complices, les rédacteurs de la presse achetée.**

**Chaque fois qu'il y a « trouble », regardez un peu près : les casques sont bien là.**

Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre
Paris (2e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER